



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Scientific, Medical and Photographic Division / Division de
l'équipement scientifique, des produits photographiques et
pharmaceutiques
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
6B1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

| | | |
|--|--|--|
| Title - Sujet X-Ray Screening Machine (SSXD) | | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation 19402-150162/A | Date 2016-03-08 | |
| Client Reference No. - N° de référence du client 19402-150162 | | |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PV-940-70494 | | |
| File No. - N° de dossier pv940.19402-150162 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME | |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-04-18 | | Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT |
| F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hooper, Marlyn | | Buyer Id - Id de l'acheteur pv940 |
| Telephone No. - N° de téléphone (613) 219-8478 () | | FAX No. - N° de FAX () - |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF JUSTICE CANADA Richard Durocher (613-948-5929) 275 SPARKS ST OTTAWA Ontario K1A0H8 Canada | | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée See Herein | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

licitation No. - N° de l'invitation
19402-150162/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19402-150162

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv940.19402-150162

Buyer ID - Id de l'acheteur
pv940
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Exigences relatives à la sécurité
- 1.2 Besoin
- 1.3 Compte rendu
- 1.4 Accords commerciaux

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.4 Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Besoin
- 6.3 Clauses et conditions uniformisées
- 6.4 Durée du contrat
- 6.5 Responsables
- 6.6 Paiement
- 6.7 Instructions relative à la facturation
- 6.8 Attestations
- 6.9 Lois applicables
- 6.10 Ordre de priorité des documents
- 6.11 Clause du guide des CCUA
- 6.12 Instructions pour l'expédition - livraison à destination

Liste des annexes

- Annexe A Spécifications Obligatoires pour système de sécurité à rayons X (SSRX)
- Annexe B Besoin / Base de paiement
- Annexe C Liste Complete des Directeurs

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2 Besoin

Le ministère de la Justice du Canada désire se procurer et faire installer un (1) système de sécurité à rayons X (SSRX) comprenant la maintenance et le soutien technique, le logiciel d'exploitation, la formation et les manuels, conformément aux spécifications techniques énoncées à l'annexe A. Le cycle de vie du nouvel équipement est estimé à sept (7) ans. Le soumissionnaire devra conserver les pièces nécessaires et assurer la maintenance et le soutien de l'appareil pour toute la durée du cycle de vie.

1.2.1 Besoin optionnel (Enlever, Déménager et Réinstaller)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'enlever, de déménager et de réinstaller le SSRX actuel du 275, rue Sparks, Ottawa (Ontario) au 1770, chemin Pink, Gatineau (Québec) et d'en effectuer la ré certification applicable.

1.2.2 Besoin optionnel (Table à Rouleaux pour Bagages)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de se procurer une table à rouleaux pour bagages adaptée au SSRX qui sera livré à l'emplacement du 275, rue Sparks. L'entrepreneur doit proposer les différents rouleaux pour bagages offerts, y compris la hauteur, la largeur et la profondeur, entièrement compatibles avec le SSRX proposé. Le prix de la table à rouleaux pour bagages doit comprendre son installation au SSRX.

1.2.3 Besoin optionnel (Services de maintenance et de soutien)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger les Services de maintenance et de soutien pour au plus cinq (5) périodes de une (1) année chacune après la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans. L'entrepreneur doit soumettre le coût des services annuels de l'entretien et du service de soutien avec leur soumission comme décrit à la partie 3 section 3.1.3

1.2.4 Besoin optionnel (Mises à niveau logicielles)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger les mises à niveau logicielles pour au plus cinq (5) périodes de une (1) année chacune après la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans. L'entrepreneur doit soumettre le coût annuels des mises à niveau logicielles avec leur soumission comme décrit à la partie 3 section 3.1.7

1.2.5 Besoin optionnel (Pièces de Rechange Recommandées)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de se procurer des Pièces de Rechange Recommandées selon les mêmes modalités et conditions pour une période fixe de 5 ans au prix indiqué dans le contrat.

2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention " exclusif " vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention " exclusif " feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de l'Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (deux (2) exemplaires)
Section II : Soumission financière (un (1) exemplaire)
Section III: Attestations (un (1) exemplaire)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans

le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologique (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policyfra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Ce qui suit s'applique au besoin et les soumissionnaires doivent fournir les renseignements demandés dans leur soumission:

3.1.1 Installation

L'installation sur place du nouveau SSRX à l'emplacement du 275, rue Sparks doit être effectuée par un technicien en entretien qualifié et doit être prévue dans les cinq (5) jours civils suivant la livraison et être synchronisée avec le déménagement du SSRX actuel à l'emplacement du chemin Pink.

Veuillez indiquer à quel moment l'installation devrait être faite. L'installation sera effectuée _____ jours civils suivant la livraison et durera _____ jours civils.

3.1.2 Formation pour les opérateurs

Une formation des opérateurs bilingue (français et anglais) doit être offerte sur place (Ottawa [Ontario]) pour un maximum de huit (8) utilisateurs. Le prix de lot ferme doit comprendre tous les coûts associés à la formation sur place (y compris les frais de déplacement et de subsistance du formateur).

L'entrepreneur doit offrir un cours de formation des opérateurs à l'emplacement du 275, rue Sparks. Il doit s'agir d'un programme du type « former le formateur » à l'intention des opérateurs. Le cours doit porter sur les fonctions d'exploitation du système à rayons X (SSRX), les exigences relatives à la sécurité, la maintenance de routine (y compris le nettoyage), le dépannage, les procédures de maintenance du matériel et l'utilisation du logiciel. L'entrepreneur doit également fournir aux opérateurs une formation visuelle contenant une variété d'exemples de menaces courantes.

À la fin du cours, l'entrepreneur doit remettre au responsable technique tout le matériel de formation des opérateurs incluant les notes de l'instructeur, les plans de leçons, les diapositives (format PowerPoint), le guide du participant, le matériel de formation et le questionnaire d'examen et de vérification nécessaires pour permettre au ministère de la Justice de donner la formation de perfectionnement. Un manuel de l'opérateur doit être fourni à chaque participant

La formation sur place doit être offerte dans les _____ jours civils suivant l'installation.

Veuillez donner toutes les précisions concernant la formation; p. ex., la durée, la portée, etc. :

3.1.2.1 Plan de cours (PLANCO) et calendrier de cours (CC)

L'entrepreneur doit fournir un calendrier de cours (CC) et un plan de cours (PLANCO) au responsable technique comme il est indiqué ci-dessous.

En outre, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique une copie du matériel de formation des opérateurs pour examen et approbation par le directeur général – Sûreté nucléaire (DGSN) en ce qui a trait au contenu et à la formation obligatoire sur la sensibilisation à la radiation. Le document doit être transmis sur CD-ROM ou clé USB au responsable technique en format Microsoft Word 2010 ou PDF. Le plan de cours (PLANCO) doit inclure sans se limiter à, les éléments suivants :

- a) un aperçu de la formation;
- b) un calendrier de formation sous forme de tableau portant sur chaque jour de formation et indiquant la durée des leçons;
- c) le processus d'évaluation proposé pour l'évaluation de tous les aspects de la formation;
- d) les installations nécessaires pour donner le cours.

L'entrepreneur doit fournir au responsable technique les renseignements ci-dessus dix (10) jours ouvrables avant la date de la séance de formation. Le responsable technique révisera le CC/PLANCO et, si nécessaire, fournira des commentaires écrits dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception. L'entrepreneur doit réviser et modifier le CC/PLANCO pour y intégrer les commentaires du responsable technique, s'il y a lieu, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception des commentaires.

La date, l'heure et le lieu exacts de la formation seront convenus entre l'entrepreneur et le responsable technique, dont le nom figure dans le présent document.

3.1.3 Services de maintenance et de soutien

Les services de maintenance et de soutien doivent être inclus dans le prix de lot ferme du système et être compris pendant la période de garantie d'au moins deux (2) ans. Le soumissionnaire doit inclure le nombre d'années supplémentaires (s'il y a lieu) pendant lesquels les services de maintenance et de soutien seront offerts sans frais.

Période supplémentaire : _____ (à remplir par le soumissionnaire)

L'achat du système doit comprendre le soutien technique sur place, le soutien technique par téléphone ainsi que le soutien technique par Internet.

Le soumissionnaire doit également inclure le calendrier de maintenance préventive et d'étalonnage conformément aux recommandations du fabricant.

Les services sur place doivent être assurés du lundi au vendredi, de 6 h à 16 h (heure locale), exception faite des jours fériés.

La réponse à une demande de soutien technique par téléphone doit être faite dans les quatre (4) heures suivant la demande.

La réponse à une demande de soutien sur place doit être faite dans les deux (2) jours ouvrables suivant la réception de la demande. Si un système est en panne pendant plus de deux (2) jours consécutifs à la suite d'une demande de service, un appareil de remplacement doit être fourni sans supplément.

Veillez également indiquer les renseignements suivants dans votre soumission: (pour information seulement):

- a) L'emplacement des installations de service (service après-vente et réparation).
Veillez énumérer les installations de service les plus proches de la destination.

- b) Emplacement des pièces de rechange, allant des biens non durables aux composantes principales.

- c) Le temps de réponse et la procédure d'acheminement au palier hiérarchique approprié, c'est-à-dire le nombre de jours avant qu'on fasse appel à une personne plus expérimentée pour résoudre le problème et à partir de quel emplacement.

- d) La fréquence des visites d'entretien de routine effectuées par un technicien qualifié en entretien et en réparation durant la période de garantie, s'il y a lieu, et comprises dans le prix.

3.1.4 Produits offerts

Le soumissionnaire doit indiquer la marque et le numéro de modèle des produits offerts (préciser les composantes qui font partie du système) :

Nom du fabricant : _____
Numéro de modèle ou de la pièce : _____
Documentation jointe : Oui (_____) Non (_____)

3.1.5 Lieu de fabrication ou d'expédition

Le soumissionnaire doit indiquer le lieu de fabrication ou d'expédition des biens:

Emplacement : _____
Code postal : _____

3.1.6 Livraison

Bien que la livraison soit demandée pour le 2 mai 2016 au plus tard, le meilleur échéancier de livraison qui peut être offert par le soumissionnaire est le suivant : _____ .

3.1.7 Mises à niveau logicielles

L'entrepreneur doit fournir à l'acheteur toutes les mises à jour et les nouvelles versions logicielles conformément à l'annexe A article 3.7, incluant une formation assistée par ordinateur article 3.8 et un logiciel d'identification des menaces articles 3.9, pour une période de deux (2) ans suivant leur acceptation, sans frais supplémentaires.

licitation No. - N° de l'invitation
19402-150162/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19402-150162

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv940.19402-150162

Buyer ID - Id de l'acheteur
pv940
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

Le soumissionnaire doit inclure le nombre d'années supplémentaires (s'il y a lieu) pendant lesquels les Mises à niveau logicielles seront offerts sans frais.

Période supplémentaire : _____ (à remplir par le soumissionnaire)

Remarque : Le terme " mises à jour " désigne toutes les améliorations, extensions ou autres modifications du logiciel. Le terme " versions " désigne les améliorations ou modifications du logiciel ou les nouveaux modules ou modules supplémentaires qui fonctionnent de concert avec le logiciel, qui représentent la prochaine génération de logiciel, et que l'entrepreneur a décidé de mettre à la disposition de ses clients, habituellement à un coût additionnel.

3.1.8 Représentants

Le soumissionnaire doit fournir les renseignements relatifs à l'article 6.5.3, Représentants de l'entrepreneur de la partie 6, Clauses du contrat subséquent.

Section II : Soumission financière

Le soumissionnaire doit présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement comme décrit dans l'annexe B. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, les frais de port à destination et les droits de douane et taxes d'accise ne sont pas inclus dans le prix.

Système de Sécurité à Rayons X (SSRX)

Le soumissionnaire doit proposer un prix de lot ferme tout compris pour la fourniture, l'installation, la formation, mises à niveau logicielles et les manuels, rendu droits acquittés (RDA) (Ottawa, Ontario), Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Les frais de port à destination et tous les droits de douanes et taxes d'accise doivent être inclus dans le prix.

Enlever, Déménager et Réinstaller SSRX actuel

Le soumissionnaire doit proposer un prix de lot ferme tout compris pour l'enlèvement, le déménagement et la réinstallation de SSRX actuel du 275, rue Sparks, Ottawa (Ontario) au 1770, chemin Pink, Gatineau (Québec) et d'en effectuer la ré certification applicable. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Les frais de port à destination et tous les droits de douanes et taxes d'accise doivent être inclus dans le prix.

Table à Rouleaux pour Bagages

Le soumissionnaire doit proposer un prix de lot ferme tout compris pour se procurer une table à rouleaux pour bagages adaptée au SSRX qui sera livré à l'emplacement du 275, rue Sparks. Le prix de la Table à Rouleaux pour Bagages doit inclure l'installation de la table pour le système SSXD. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Les frais de port à destination et tous les droits de douanes et taxes d'accise doivent être inclus dans le prix.

Services de maintenance et de soutien

Le soumissionnaire doit proposer un prix de lot ferme tout compris pour les Services de maintenance et de soutien pour au plus cinq (5) périodes de une (1) année chacune après la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Les frais de port à destination et tous les droits de douanes et taxes d'accise doivent être inclus dans le prix.

Mises à niveau logicielles

Le soumissionnaire doit proposer un prix de lot ferme tout compris pour les mises à niveau logicielles pour au plus cinq (5) périodes de une (1) année chacune après la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Les frais de port à destination et tous les droits de douanes et taxes d'accise doivent être inclus dans le prix.

Pièces de Rechange Recommandées

Le soumissionnaire doit fournir une liste des pièces de rechange recommandées nécessaires pour effectuer l'entretien et les services. Le soumissionnaire doit proposer des prix unitaires fermes pour les pièces de rechange pour une période fixe de 5 ans. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Les frais de port à destination et tous les droits de douanes et taxes d'accise doivent être inclus dans le prix.

Formation

Le soumissionnaire doit proposer un prix ferme pour chaque session de formation conformément à l'annexe B. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Le déplacement et la subsistance du formateur à destination doivent être inclus.

Un prix unitaire ferme doit être fourni pour chacune des périodes d'option, faute de quoi le soumissionnaire sera jugé non conforme et sa soumission sera rejetée.

3.2.1 Fluctuation du taux de change

C3011T Fluctuation du taux de change (sans protection) 2013-11-06

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Toutes les propositions doivent être établies intégralement et comprendre toute l'information exigée dans la demande de propositions (DP), pour qu'on puisse en faire une évaluation complète. Si le besoin n'est pas comblé dans la proposition du soumissionnaire, elle sera jugée incomplète et sera rejetée. Il incombe au soumissionnaire de fournir toute l'information nécessaire pour garantir une évaluation complète et précise.

Confirmez que vous avez lu et compris en cochant: Oui _____

Facteurs d'évaluation

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX (OBLIGATOIRE) : Les prix doivent être fermes, RDA rendu droits acquittés.
2. CAPACITÉ DE SATISFAIRE AUX EXIGENCES TECHNIQUES (OBLIGATOIRE) :
 - a) Pour les articles définis par les spécifications :

On demande aux soumissionnaires de faire des renvois entre les critères techniques obligatoires figurant dans la présente et leur documentation technique à l'appui.
 - b) Fourniture de la documentation technique à l'appui :

La documentation technique concernant la marchandise offerte doit accompagner la soumission à la date de clôture des soumissions.

Des brochures ou des données techniques DOIVENT être fournies pour permettre de vérifier si la soumission est conforme aux spécifications techniques obligatoires.

Inclus : Oui _____
3. CONFORMITÉ AUX CONDITIONS DE CETTE DEMANDE DE PROPOSITIONS (OBLIGATOIRE)
4. Veuillez noter que les exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi peuvent s'appliquer - voir Parti 5 - Attestations.
5. SOUTIEN DES PRODUITS (OBLIGATOIRE): Des pièces de rechange et le soutien technique pour le système fourni doivent être disponibles pendant au moins deux (2) ans après l'achat du système.
6. Le soumissionnaire doit fournir une lettre émise par Santé Canada, qui indique qu'une vérification de fonctionnement du SSRX proposé a été réalisée et qu'il est conforme au Règlement sur les dispositifs émettant des radiations (Schedule II, Part IV). Cette exigence peut être remplacée par un certificat de conformité à la loi du Règlement sur les dispositifs émettant des radiations du soumissionnaire si prouvé que Santé Canada ne fournit plus une attestation écrite

Inclus : Oui _____
7. Le soumissionnaire doit prouver qu'il a une certification selon les normes de la CSA ou des ULC (une photocopie du certificat suffira).

Inclus : Oui _____

8. Le soumissionnaire doit fournir une déclaration écrite que le fabricant confirme sa certification à l'égard de la norme ISO 9001:2000, et que le soumissionnaire est un distributeur / revendeur / partenaire agréé du fabricant

Inclus : **Oui** _____

9. Une liste des pièces de rechange recommandées, pour une période de 5 ans cinq ans, conformément à l'annexe A, article 3.10.

Inclus : **Oui** _____

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Voir l'annexe A Spécifications Obligatoires pour système de sécurité à rayons X (SSRX)

4.1.2 Évaluation financière

Évaluation des Prix

Voir L'annexe B: Besoin / Base de paiement

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, les taxes applicables exclues, RDA (Ottawa, Ontario) Incoterms® 2000, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris.

Sauf lorsque la demande de soumissions précise que les soumissions doivent être présentées en dollars canadiens, les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les soumissions présentées en devises étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions, ou à une autre date précisée dans la demande de soumissions, sera utilisé comme facteur de conversion.

à des fins d'évaluation des soumissions seulement, le prix total sera déterminé en ajoutant le coût de la quantité totale ainsi que le coût pour les articles optionnels.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix global le plus bas (incluant les articles optionnels) sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les

attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le Formulaire de déclaration dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

6.2.1 Besoin

Le ministère de la Justice du Canada désire se procurer et faire installer un (1) système de sécurité à rayons X (SSRX) comprenant la maintenance et le soutien technique, le logiciel d'exploitation, la formation et les manuels, conformément aux spécifications techniques énoncées à l'annexe A. Le cycle de vie du nouvel équipement est estimé à sept (7) ans. Le soumissionnaire devra conserver les pièces nécessaires et assurer la maintenance et le soutien de l'appareil pour toute la durée du cycle de vie.

6.2.2 Besoin optionnel

Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

Besoin optionnel (Enlever, Déménager et Réinstaller)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'enlever, de déménager et de réinstaller le SSRX actuel du 275, rue Sparks, Ottawa (Ontario) au 1770, chemin Pink, Gatineau (Québec) et d'en effectuer la ré certification applicable.

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option à n'importe quel moment avant la fin du contrat en envoyant un avis à l'entrepreneur.

Besoin optionnel (Table à Rouleaux pour Bagages)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de se procurer une table à rouleaux pour bagages adaptée au SSRX qui sera livré à l'emplacement du 275, rue Sparks. L'entrepreneur doit proposer les différents rouleaux pour bagages offerts, y compris la hauteur, la largeur et la profondeur, entièrement compatibles avec le SSRX proposé. Le prix de la table à rouleaux pour bagages doit comprendre son installation au SSRX.

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option à n'importe quel moment avant la fin du contrat en envoyant un avis à l'entrepreneur.

Besoin optionnel (Services de maintenance et de soutien)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger les Services de maintenance et de soutien pour au plus cinq (5) périodes de une (1) année chacune après la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans. L'entrepreneur doit soumettre le coût des services annuels des Services de maintenance et de soutien avec leur soumission comme décrit à la section 6.2.7

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option trente (30) jours avant l'expiration de la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans en envoyant un avis à l'entrepreneur.

Besoin optionnel (Mises à niveau logicielles)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger les mises à niveau logicielles pour au plus cinq (5) périodes de une (1) année chacune après la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans. L'entrepreneur doit soumettre le coût annuel des mises à niveau logicielles avec leur soumission comme décrit à la section 6.2.6.

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option trente (30) jours avant l'expiration de la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans en envoyant un avis à l'entrepreneur.

Besoin optionnel (Pièces de Rechange Recommandées)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de se procurer des Pièces de Rechange Recommandées selon les mêmes modalités et conditions pour une période fixe de 5 ans au prix indiqué dans le contrat.

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option trente (30) jours avant l'expiration de la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans en envoyant un avis à l'entrepreneur.

Besoin optionnel (Formation)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de se procurer un (1) session de formation supplémentaire chaque année pour les 6 prochaines années (année 2 à 7). L'entrepreneur doit soumettre le coût pour chaque session de formation avec leur soumission comme décrit à la section 6.2.5.

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option à n'importe quel moment avant la fin du contrat en envoyant un avis à l'entrepreneur.

6.2.3 Installation

L'installation sur place du nouveau SSRX à l'emplacement du 275, rue Sparks doit être effectuée par un technicien en entretien qualifié et doit être prévue dans les cinq (5) jours civils suivant la livraison et être synchronisée avec le déménagement du SSRX actuel à l'emplacement du chemin Pink.

6.2.4 Manuels

Un (1) ensemble complet (ce qui comprend une copie papier et une copie électronique en format MS Word 2010 format) des documents techniques suivants doit être fourni avec chaque système. Les documents électroniques ne doivent comprendre aucun code intégré.

Voici ce que chaque ensemble doit inclure :

- a) Deux manuels de l'opérateur en anglais et deux en français pour le SSRX;
- b) Un exemplaire du calendrier d'entretien préventif et des procédures d'entretien correctif du SSRX;
- c) Deux manuels d'entretien technique en anglais et deux en français pour le SSRX;
- d) Deux copies des listes de pièces illustrées du SSRX, en anglais et en français;

- e) Deux copies (selon le cas) de la liste de composants dangereux, incluant les instructions spéciales de manutention ou consignes d'évacuation connexes, une en anglais et une en français.

En outre, un total de deux ensembles complets doivent être fournis au responsable technique de Justice.

6.2.5 Formation pour les opérateurs

Une formation des opérateurs bilingue (français et anglais) doit être offerte sur place (Ottawa [Ontario]) pour un maximum de huit (8) utilisateurs. Le prix de lot ferme doit comprendre tous les coûts associés à la formation sur place (y compris les frais de déplacement et de subsistance du formateur).

L'entrepreneur doit offrir un cours de formation des opérateurs à l'emplacement du 275, rue Sparks. Il doit s'agir d'un programme du type « former le formateur » à l'intention des opérateurs. Le cours doit porter sur les fonctions d'exploitation du système à rayons X (SSRX), les exigences relatives à la sécurité, la maintenance de routine (y compris le nettoyage), le dépannage, les procédures de maintenance du matériel et l'utilisation du logiciel. L'entrepreneur doit également fournir aux opérateurs une formation visuelle contenant une variété d'exemples de menaces courantes.

À la fin du cours, l'entrepreneur doit remettre au responsable technique tout le matériel de formation des opérateurs incluant les notes de l'instructeur, les plans de leçons, les diapositives (format PowerPoint), le guide du participant, le matériel de formation et le questionnaire d'examen et de vérification nécessaires pour permettre au ministère de la Justice de donner la formation de perfectionnement. Un manuel de l'opérateur doit être fourni à chaque participant.

6.2.5.1 Plan de cours (PLANCO) et calendrier de cours (CC)

L'entrepreneur doit fournir un calendrier de cours (CC) et un plan de cours (PLANCO) au responsable technique comme il est indiqué ci-dessous.

En outre, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique une copie du matériel de formation des opérateurs pour examen et approbation par le directeur général – Sûreté nucléaire (DGSN) en ce qui a trait au contenu et à la formation obligatoire sur la sensibilisation à la radiation. Le document doit être transmis sur CD-ROM ou clé USB au responsable technique en format Microsoft Word 2010 ou PDF. Le plan de cours (PLANCO) doit inclure sans se limiter à, les éléments suivants :

- a) un aperçu de la formation;
- b) un calendrier de formation sous forme de tableau portant sur chaque jour de formation et indiquant la durée des leçons;
- c) le processus d'évaluation proposé pour l'évaluation de tous les aspects de la formation;
- d) les installations nécessaires pour donner le cours.

L'entrepreneur doit fournir au responsable technique les renseignements ci-dessus dix (10) jours ouvrables avant la date de la séance de formation. Le responsable technique révisera le CC/PLANCO et, si nécessaire, fournira des commentaires écrits dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception. L'entrepreneur doit réviser et modifier le CC/PLANCO pour y intégrer les commentaires du responsable technique, s'il y a lieu, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception des commentaires.

La date, l'heure et le lieu exacts de la formation seront convenus entre l'entrepreneur et le responsable technique, dont le nom figure dans le présent document.

6.2.6 Mises à niveau logicielles

L'entrepreneur doit fournir à l'acheteur toutes les mises à jour et les nouvelles versions logicielles conformément à l'annexe A article 3.7, incluant une formation assistée par ordinateur article 3.8 et un logiciel d'identification des menaces articles 3.9, pour une période de deux (2) ans suivant leur acceptation, sans frais supplémentaires.

Remarque : Le terme " mises à jour " désigne toutes les améliorations, extensions ou autres modifications du logiciel. Le terme " versions " désigne les améliorations ou modifications du logiciel ou les nouveaux modules ou modules supplémentaires qui fonctionnent de concert avec le logiciel, qui représentent la prochaine génération de logiciel, et que l'entrepreneur a décidé de mettre à la disposition de ses clients, habituellement à un coût additionnel.

6.2.7 Services de maintenance et de soutien

Les services de maintenance et de soutien doivent être inclus dans le prix de lot ferme du système et être compris pendant la période de garantie d'au moins deux (2) ans. Le soumissionnaire doit inclure le nombre d'années supplémentaires (s'il y a lieu) pendant lesquels les services de maintenance et de soutien seront offerts sans frais.

L'achat du système doit comprendre le soutien technique sur place, le soutien technique par téléphone ainsi que le soutien technique par Internet.

Le soumissionnaire doit également inclure le calendrier de maintenance préventive et d'étalonnage conformément aux recommandations du fabricant.

Les services sur place doivent être assurés du lundi au vendredi, de 6 h à 16 h (heure locale), exception faite des jours fériés.

La réponse à une demande de soutien technique par téléphone doit être faite dans les quatre (4) heures suivant la demande.

La réponse à une demande de soutien sur place doit être faite dans les deux (2) jours ouvrables suivant la réception de la demande. Si un système est en panne pendant plus de deux (2) jours consécutifs à la suite d'une demande de service, un appareil de remplacement doit être fourni sans supplément.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2015-09-03) Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Le paragraphe 9 de 2010A (2014-09-25) Conditions générales - biens (complexité moyenne), est modifié comme suit :

Supprimer : le paragraphe 9 en entier.

Insérer : Les travaux sont soumis à l'inspection et l'acceptation par le Canada. Même si les travaux sont acceptés auparavant et sans restreindre la portée de toutes les conditions ou garanties imposées en vertu des lois, l'entrepreneur doit, à la demande du ministre, remplacer, réparer ou corriger, à son gré et à ses frais, tous les travaux défectueux ou qui ne respectent pas les exigences du marché, le cas échéant. Pour les biens, le délai de garantie sera de vingt-quatre (24) mois après la livraison et l'acceptation des travaux ou la durée de la période de garantie standard de l'entrepreneur ou du fabricant, si elle est plus étendue. La garantie concerne les pièces, la main-d'œuvre et toute dépense connexe. Tous les travaux remplacés, réparés ou corrigés conformément à la présente section sont soumis à l'ensemble des dispositions de ce marché, dans la même mesure que les travaux exécutés à l'origine.

2010A (2015-09-03) Conditions générales - biens (complexité moyenne) est annexée avec la Section 31 - Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances comme suit :

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la Loi sur le ministre de la Justice, L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que:
 - a. le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
 - b. le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
 - c. l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
 - d. l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de

l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.

4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants:

- a. prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou
- b. modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
- c. reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

4001(2013-01-28) Achat, location et maintenance de matériel
4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence
4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence
s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le _____ *(à remplir au moment de l'attribution du contrat seulement)*.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Marlyn Hooper
Travaux publics et services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction des produits commerciaux et de consommation
11, rue Laurier
6A2, Phase III, Place du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : (613) 219-8478
Télécopieur : (819) 956-3814

licitation No. - N° de l'invitation
19402-150162/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19402-150162

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv940.19402-150162

Buyer ID - Id de l'acheteur
pv940
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

Courriel : marlyn.hooper@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique (à remplir au moment de l'attribution du contrat seulement)

Le responsable technique pour ce contrat est :

Nom: _____
Téléphone : ____ - _____
Courriel : _____

Le responsable technique nommé ci-dessus représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Autorité des marchés de Justice (à remplir au moment de l'attribution du contrat seulement)

L'autorité des marchés de la Justice pour ce contrat est :

Nom: _____
Téléphone : ____ - _____
Télécopieur : ____ - _____
Courriel : _____

L'Autorité des marchés de la Justice est responsable de la gestion des contrats du MDN/CNRC et pour l'autorisation de tous les travaux liés à ce contrat.

6.5.4 Représentant de l'entrepreneur (remplir)

Nom et numéro de téléphone de la personne responsable de ce qui suit :

Renseignements généraux

Nom : _____
No de téléphone : _____
No de télécopieur : _____
Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____
No de téléphone : _____
No de télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1 Paiements d'étape

Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat si :

- une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- toutes les attestations demandées sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#) ont été signées par les représentants autorisés;
- tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

6.6.2 Calendrier des étapes (remplir)

Le calendrier des étapes selon lequel les paiements seront faits en vertu du contrat est comme suit :

| Numéro de l'étape | Livrable | Date de livraison | Montant ferme | Date du paiement |
|-------------------|--|--------------------------|--|---|
| 1 | Livraison d'un (1) système de sécurité à rayons X (SSRX) et de tous les composants, conformément à l'annexe A. | Au plus tard le _____ | 75 % du montant global du contrat. _____ \$ | Après la réception et l'acceptation de l'équipement aux installations du ministère de la Justice. |
| 2 | Achèvement des essais d'installation et d'acceptation en usine, y compris les essais concernant les risques de fuites de rayonnement, et achèvement de la séance de formation des opérateurs avec la livraison de l'ensemble du matériel/des documents de formation. | Au plus tard le _____ | 25 % du montant global du contrat. _____ \$ | Après l'inspection et l'acceptation du système par le responsable technique aux installations du ministère de la Justice. |

6.6.3 Clauses du guide des CCUA

| | | |
|--------|--|------------|
| C0100C | Vérification discrétionnaire - biens et(ou) services commerciaux | 2010-01-11 |
| H1000C | Paiement unique | 2008-05-12 |
| H1001C | Paiements multiples | 2008-05-12 |

6.7 Instructions relatives à la facturation

Instructions relatives à la facturation - demande de paiement progressif

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif.
Chaque demande doit présenter:
 - a. toute l'information exigée sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#);
 - b. toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
 - c. une liste de toutes les dépenses;
 - d. la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.

Chaque demande doit être appuyée par:

- a. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
2. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
 3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), et les envoyer au responsable technique identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.
Le responsable technique fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.
 4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

6.8 Attestations

6.8.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou, à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.8.2 Essais et réception

6.8.2.1 Plan d'essais de réception (PER) et procédures connexes

L'entrepreneur doit préparer et compléter un plan détaillé d'essais de réception (PER) (l'entrepreneur peut choisir le mode de présentation) qui doit être utilisé pour démontrer dans quelle mesure le système proposé est conforme à toutes les spécifications précisées à l'annexe A. Le PER doit comprendre un essai visant à déterminer le risque de fuites de rayonnement. Le PER doit inclure les procédures détaillées concernant toutes les séquences d'essai nécessaires pour assurer la conformité. De plus, le PER doit comprendre un essai de réception en usine (ERU) et un essai d'acceptation sur place (SAT). Le PER et la norme F792-01e2 de l'ASTM doivent être utilisés pendant les ERU et les EAP. Les ERU doivent être réalisés aux installations de l'entrepreneur dans les trente (30) jours civils suivant l'attribution du contrat. Les EAP doivent se dérouler dans les trois (3) jours ouvrables suivant l'installation du système.

6.8.2.2 Défaut de se conformer

Si le SSRX n'est pas conforme aux exigences de rendement précisées à l'annexe A, article 3.0, l'entrepreneur doit prendre des mesures pour remédier au problème, sans frais supplémentaires. Une fois qu'il a déterminé la cause du problème et pris les mesures correctrices nécessaires, l'entrepreneur doit vérifier de nouveau le rendement de l'unité pour vérifier sa conformité aux exigences, en ayant recours au PER convenu à l'article 6.8.2.1 ci-dessus.

6.8.2.3 Essai de réception en usine (ERU)

L'entrepreneur doit produire et livrer au responsable technique, par courriel ou par télécopieur, un plan d'essais de réception (PER), conformément à l'article 8.1.16.8.2.1 ci-dessus. Les documents d'ERU, qui font partie du PER, doivent être livrés au responsable technique dans les dix (10) jours civils suivant l'attribution du contrat. Le responsable technique examinera le PER et fournira des commentaires par écrit dans les sept (7) jours civils suivant sa réception. L'entrepreneur doit réviser et modifier le PER de manière à y intégrer les commentaires du responsable technique, selon le cas, dans les sept (7) jours civils suivant leur réception et avant de débiter les essais. L'ERU doit se dérouler aux installations de l'entrepreneur et comprendre un essai du risque de fuites de rayonnement, en utilisant le plan d'essai de la norme F792-01E2 (coin sensimétrique de 10 paliers) de l'ASTM. L'entrepreneur et les représentants du MDN doivent également assister à l'essai. Les résultats du test seront consignés dans les sections appropriées du plan des essais.

6.8.2.4 Essai d'acceptation sur place (EAP)

Les documents de l'EAP, qui font partie du PER convenu, doivent être livrés au responsable technique dans les quinze (15) jours civils précédant l'envoi des SSRX à leur destination rue Sparks. Le responsable technique prendra les dispositions nécessaires pour trouver un emplacement où mener l'EAP et s'assurera qu'il y a une équipe en place à ces fins. Un EAP prévu, incluant un essai du risque de fuites de rayonnement, doit se dérouler dans les trois (3) jours ouvrables suivant l'installation du système.

6.9 Lois applicables

licitation No. - N° de l'invitation
19402-150162/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19402-150162

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv940.19402-150162

Buyer ID - Id de l'acheteur
pv940
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de l'Ontario, Canada et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires 4001(2013-01-28) Achat, location et maintenance de matériel
- (b) les conditions générales supplémentaires 4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence
- (b) les conditions générales supplémentaires 4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence
- (c) 2010A (2015-09-03) les conditions générales - biens (complexité moyenne);
- (d) Annexe A, Spécifications Obligatoires pour système de sécurité à rayons X (SSRX);
- (e) Annexe B, Besoin / Base de paiement;
- (f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*inscrire la date de la soumission*)

6.11 Clauses du guide des CCUA

| | | |
|--------|--|------------|
| B1501C | Appareillage électrique | 2006-06-16 |
| B1505C | Transport des marchandises dangereuses /produits dangereux | 2016-01-28 |
| A9068C | Règlements concernant les emplacements du gouvernement | 2010-01-11 |
| A2000C | Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien) | 2006-06-16 |
| A2001C | Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger) | 2006-06-16 |
| G1005C | Assurances | 2008-05-12 |

6.14 Instructions pour l'expédition

6.14.1 Instructions pour l'expédition - livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

rendu droits acquittés (DDP) Ottawa, Ontario selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.
2. L'entrepreneur devra assumer tous les frais de livraison et d'administration, les coûts et risques de transport, ainsi que de dédouanement, en plus de verser les droits de douane et les taxes.
3. L'entrepreneur doit livrer le SSRX et l'ensemble complet des documents techniques, conformément à l'article 6.2.3, à l'adresse suivante :

Department of Justice
275 Sparks Street
Ottawa, Ontario

Canada K1A 0H8
Building SAT
Room B1-49

ANNEXE A

SPÉCIFICATIONS OBLIGATOIRES POUR (Système de Sécurité à Rayons X (SSRX))

Fournisseurs doivent faire des renvois entre les critères techniques obligatoires dans un format concis en utilisant la page, le paragraphe (s) & sous-paragraphe, selon le cas et leur documentation technique à l'appui.

1.0 CHAMP D'APPLICATION

Le ministère de la Justice du Canada doit faire l'acquisition d'un (1) système de sécurité à rayons X (SSRX) qui sera utilisé par le personnel du Ministère pour le contrôle de sécurité du courrier entrant et des articles livrés par service de messagerie. L'équipement remplacera le SSRX actuel qui sera déménagé avant l'expédition et l'installation du nouveau système.

2.0 NORMES

Le SSRX doit respecter les normes suivantes :

- a) 78-EHD-20 – Santé Canada – Code de sécurité n° 29;

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- b) Santé Canada – *Règlement sur les dispositifs émettant des radiations*;

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- c) American Society for Testing and Materials (ASTM) F792-01e2 – Pratique normale pour évaluer la performance des systèmes de sécurité à rayons X sur le plan de l'imagerie.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.0 EXIGENCES OBLIGATOIRES EN MATIÈRE D'ÉQUIPEMENT

3.1 CONCEPTION

Le SSRX ne doit pas être un prototype ou un modèle préproduction; il doit s'agir d'un système éprouvé sur le terrain, déjà en service et considéré comme un produit commercial courant (COTS).

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.1.1 L'équipement doit pouvoir passer par une porte de 44 po de large afin d'accéder à la pièce dans laquelle il sera installé.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.1.2 Le système doit avoir la capacité de produire des images claires et contrastées des composants et du contenu des objets inspectés, à l'aide d'une technique d'imagerie non intrusive par

rayons X à plusieurs énergies. Un code de couleurs normalisé, relatif aux matières organiques, inorganiques et métalliques, doit être intégré aux renseignements lorsque l'image traitée est affichée à l'écran. Au moins un système de transmission de rayons X en biénergie est exigé. Un système à rayons X à rétrodiffusion est acceptable. La rétrodiffusion dans cette application fait référence à un système à rayons X possédant les fonctions de rétrodiffusion et de transmission standard.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.1.3** Le système doit être en mesure d'afficher les menaces posées par les matières organiques, comme les médicaments, les drogues et les explosifs plastiques, les menaces conventionnelles posées par les métaux, comme les fusils et les couteaux, et les armes composites dans un colis, même lorsqu'il y a de l'encombrement.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.1.4** Le système doit être une source de rayons X en biénergie fonctionnant à une tension d'au moins 140 keV.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.2 SPÉCIFICATIONS PHYSIQUES

- 3.2.1** Le système doit utiliser deux sources de rayons X; une source doit être orientée verticalement vers le haut et l'autre doit être orientée diagonalement vers le haut ou le côté.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.2.2** Le système doit être en mesure de fournir une résolution d'au moins 40 AWG pour la transmission de l'image, et la pénétration doit être d'au moins 30 mm, mesurée selon la norme ANSI42.44-2008 (*Performance of Checkpoint Cabinet X-Ray Imaging Security Systems*) pour le rendement des systèmes de sécurité à imagerie par rayons X dans les enceintes de contrôle.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.2.3** Le système doit avoir une console d'opérateur installée sur le côté qui peut facilement être déplacée d'un côté à l'autre, à mesure que les exigences liées à l'emplacement changeront.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.2.4** Le système doit être en mesure d'afficher la distinction très claire entre les matières organiques et inorganiques.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.2.5** Le SSRX doit être prêt à utiliser. Le temps total nécessaire pour mettre en place l'équipement ne doit pas dépasser 15 minutes à partir du début des procédures d'installation jusqu'au fonctionnement complet de l'appareil. Tous les éléments mécaniques, électroniques et électriques doivent être solidement fixés à l'intérieur de la structure.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.2.6 Le système doit permettre de radiographier les objets en marche avant et en marche arrière.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.2.7 Le SSRX doit disposer d'un port de sortie RJ45 pour la mise en réseau des vidéos/images.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.3 CRITÈRES DE PERFORMANCE DU SYSTÈME

3.3.1 Dimensions générales du SSRX et largeur, hauteur et poids du tunnel

3.3.1.1 La superficie occupée par le SSRX ne doit pas excéder :

a) Longueur : 284,48 cm (112 pouces), y compris les carénages.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

b) Longueur totale : 436,88 cm (172 pouces), y compris la table à rouleaux.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

c) Largeur : 137,16 cm (54 pouces), y compris le clavier.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

d) Hauteur : 144,78 cm (57 pouces).

Page de référence dans la documentation fournie : _____

e) Poids : 850 kg (1 870 livres).

Page de référence dans la documentation fournie : _____

f) La hauteur de la courroie du transporteur du SSRX ne doit pas excéder 80 cm (31,49 pouces) et la capacité pondérale du transporteur doit être une charge répartie d'au plus 136,07 kg (300 livres).

Page de référence dans la documentation fournie : _____

g) Le tunnel du SSRX doit mesurer au moins 63,5 cm (25 pouces) de largeur et 40,64 cm (16 pouces) de hauteur.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.3.2 Le système doit avoir une unité d'alimentation sans coupure (UPS) pour empêcher les instabilités dans l'alimentation principale locale et pour assurer la fiabilité et le rendement du système.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.3.3 Le SSRX doit être prêt à utiliser. Le temps total nécessaire pour mettre en place l'équipement ne doit pas dépasser 25 minutes à partir du début des procédures d'installation jusqu'au fonctionnement complet de l'appareil. Tous les éléments mécaniques, électroniques et électriques doivent être solidement fixés à l'intérieur de la structure.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.4 LOGICIEL D'EXPLOITATION

- 3.4.1** Le système doit permettre de contrôler et de régler le contraste et la luminosité de l'image.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.4.2** Le système doit être en mesure d'afficher en couleurs et en noir et blanc l'image de transmission en biénergie.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.4.3** Le système doit avoir la capacité d'éliminer des matières organiques et des métaux de l'image de transmission en biénergie.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.4.4** Le système doit être en mesure d'agrandir continuellement la taille de l'image à 16x.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.4.5** Le système doit être en mesure d'encadrer des objets dans l'image à travers desquels les rayons X ne pénètrent pas.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.4.6** Le système doit pouvoir exporter des images vers des fichiers en format .TIF, .BMP, .PNG ou .JPEG.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.4.7** Le système doit comporter une option de projection d'images de menace qui intègre les images de cette nature, par projection, dans les deux images obtenues par rayons X.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.5 MONITEUR ET CLAVIER

Le moniteur et le clavier doivent avoir les capacités suivantes :

- 3.5.1** Le SSRX doit être doté d'un moniteur vidéo numérique à haute résolution avec fréquence de rafraîchissement élevée et sans scintillement.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.5.2** Le moniteur doit avoir une résolution minimale de 1280 x 1024.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.5.3** La vidéo doit apparaître sur le moniteur et on doit pouvoir effectuer le basculement entre les modes d'affichage en couleurs et en noir et blanc à l'aide d'une simple touche.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.5.4** Le système doit être en mesure de produire deux images affichées simultanément sur deux écrans ACL de 19 pouces ou sur un écran plat de 40 pouces avec deux vues (supérieure/inférieure).

Page de référence dans la documentation fournie : _____

- 3.5.5** Le clavier doit être doté d'un mécanisme de mise en marche nécessitant l'insertion d'une clé avant que des rayons X ne soient produits et qui force l'arrêt des rayons X lorsque la clé est enlevée. Le clavier doit être intégré au châssis et dans un boîtier verrouillable qui permet de le ranger en sécurité, hors de vue, lorsqu'il n'est pas utilisé.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.6 Fonctionnement du système

Le SSRX doit fonctionner à partir d'un tapis d'interdiction. Lorsque l'opérateur ne touche plus le tapis, le générateur à rayons X et les vérifications en cours doivent cesser.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.7 Logiciel d'exploitation

L'entrepreneur doit fournir deux (2) copies, portant un numéro de série, du logiciel du système (comprenant la formation assistée par ordinateur ainsi que l'aide à l'identification de menaces). Une copie doit être fournie avec le système lors de la livraison et une autre doit être fournie au responsable technique.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.8 Formation assistée par ordinateur (FAO)

Le SSRX doit permettre aux opérateurs de suivre une formation en cours d'emploi (FCE) en dehors des périodes de fonctionnement ordinaires. La FAO doit permettre d'utiliser le SSRX comme un terminal de formation sans avoir à manipuler des colis ou des bagages, en utilisant le programme de formation des opérateurs (PFO). Le logiciel de PFO est un outil permettant d'enseigner aux opérateurs les compétences et les connaissances dont ils auront besoin pour accomplir leur rôle efficacement. L'utilisation du logiciel doit être accompagnée d'images que les opérateurs sont susceptibles de voir au cours du processus normal de vérification. Le logiciel doit contenir une vaste bibliothèque d'objets suspects, dont des armes, des engins explosifs improvisés (EEI) et d'autres articles interdits.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

3.9 Aide à l'identification de menace (AIM)

Le SSRX doit inclure un programme ou un logiciel qui aide à identifier les objets menaçants comme les explosifs et les objets à haute densité. Lorsqu'un objet détecté correspond à une menace selon les algorithmes stockés dans le système, une zone encadrée d'alerte, ou un indicateur similaire, doit être généré pour marquer le pourtour de l'objet soupçonné.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

licitation No. - N° de l'invitation
19402-150162/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19402-150162

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv940.19402-150162

Buyer ID - Id de l'acheteur
pv940
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

3.10 Liste des pièces de rechange recommandées (LPRR)

L'entrepreneur doit fournir une liste des pièces de rechange recommandées pour le SSRX pour une période allant jusqu'à cinq (5) ans.

Page de référence dans la documentation fournie : _____

licitation No. - N° de l'invitation
19402-150162/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19402-150162

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv940.19402-150162

Buyer ID - Id de l'acheteur
pv940
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

ANNEXE B

Besoin / Base de paiement

Le ministère de la Justice du Canada désire se procurer et faire installer un (1) système de sécurité à rayons X (SSRX) comprenant la formation sur place à un maximum de huit (8) utilisateurs, les manuels et le soutien technique, les mises à niveau du logiciel et une garantie de deux (2) ans. Le besoin comprend également des options pour l'enlèvement, le déménagement et la réinstallation du système à rayons X existant, l'achat d'une table à rouleaux, des services de maintenance et de soutien technique et des mises à niveau du logiciel d'au plus cinq (5) périodes supplémentaires d'un (1) an et une liste des pièces de rechange recommandées pour une période allant jusqu'à cinq (5) ans.

Des spécifications détaillées complètes figurent à l'annexe A.

Besoin Original

| Description | Qty | Location | Prix de lot Ferme |
|--|-----|-----------------------------------|-------------------|
| Système de sécurité à rayons X (SSRX) Y compris : -Livraison au ministère de la Justice du Canada -Installation sur place -Formation sur place d'au plus huit (8) utilisateurs et manuels -Logiciel d'exploitation et mise à niveau du logiciel (deux ans) -Maintenance et soutien (deux ans) -Garantie de deux ans | 1 | Justice Canada Ottawa, Ontario | \$ |

Optional Requirements

Enlèvement, déménagement et réinstallation et recertification applicable du SSRX actuel

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option à n'importe quel moment avant la fin du contrat en envoyant un avis à l'entrepreneur.

| Description | Qty | Location | Prix de lot Ferme |
|---|-----|--|-------------------|
| Équipement de SSRX acheté en janvier 2006 (avec une table à rouleaux) Fournisseur : Visiontec Numéro de pièce : 6040ME Numéro de série : 05 11 14 P 0 1 | 1 | From : 275 Sparks Street Ottawa, ON To: 1770 Pink Road Gatineau, QC | \$ |

Table à rouleaux pour bagages

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option à n'importe quel moment avant la fin du contrat en envoyant un avis à l'entrepreneur.

| Description | Qty | Location | Prix de lot Ferme |
|---|-----|-----------------------------------|-------------------|
| Table à rouleaux pour le nouveau SSRX (y compris la livraison et l'installation) | 1 | Justice Canada Ottawa, Ontario | \$ |

licitation No. - N° de l'invitation
19402-150162/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19402-150162

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv940.19402-150162

Buyer ID - Id de l'acheteur
pv940
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

Services de maintenance et de soutien

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option trente (30) jours avant l'expiration de la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans en envoyant un avis à l'entrepreneur.

| Description | Qty | Location | Prix de lot Ferme Annuel (année 3) | Prix de lot Ferme Annuel (année 4) | Prix de lot Ferme Annuel (année 5) | Prix de lot Ferme Annuel (année 6) | Prix de lot Ferme Annuel (année 7) |
|---|-----|--------------------------------------|---|---|---|---|---|
| Services de maintenance et de soutien sur une base annuelle pour la troisième à la septième année | 1 | Justice Canada Ottawa, Ontario | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |

Mises à niveau logicielles

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option trente (30) jours avant l'expiration de la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans en envoyant un avis à l'entrepreneur.

| Description | Qty | Location | Prix de lot Ferme Annuel (année 3) | Prix de lot Ferme Annuel (année 4) | Prix de lot Ferme Annuel (année 5) | Prix de lot Ferme Annuel (année 6) | Prix de lot Ferme Annuel (année 7) |
|--|-----|--------------------------------------|---|---|---|---|---|
| Mises à niveau logicielles sur une base annuelle pour les années 3 à 7 | 1 | Justice Canada Ottawa, Ontario | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |

Formation

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option à n'importe quel moment avant la fin du contrat en envoyant un avis à l'entrepreneur.

| Description | Qty | Location | Prix unitaire Ferme (année 2) | Prix unitaire Ferme (année 3) | Prix unitaire Ferme (année 4) | Prix unitaire Ferme (année 5) | Prix unitaire Ferme (année 6) | Prix unitaire Ferme (année 7) |
|---|-----|--------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Session de formation incluant le déplacement et la subsistance du formateur à destination | 1 | Justice Canada Ottawa, Ontario | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |

licitation No. - N° de l'invitation
19402-150162/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19402-150162

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv940.19402-150162

Buyer ID - Id de l'acheteur
pv940
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

Pièces de rechange optionnelles

L'entrepreneur doit fournir une liste des pièces de rechange recommandées pour le système de sécurité à rayons X (SSRX) pour une période allant jusqu'à cinq (5) ans.

L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option trente (30) jours avant l'expiration de la période de garantie obligatoire initiale de deux (2) ans en envoyant un avis à l'entrepreneur.

| Description Pièces de rechange | Qty | Prix Unitaire Ferme Incluant la livraison et l'installation) | Comment |
|--------------------------------|-----|--|---------|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Note:

Les Services de maintenance et de soutien et les Mises à niveau logicielles si elles étaient exercées après le 2^{ème} année d'option, les hausses de prix seront autorisées comme suit:

Le moindre des éléments suivants: l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation (IPC) ou Indices des prix des produits industriels (IPPI) spécifié par Statistique Canada au cours de l'année civile précédente OU le prix publié au meilleur client de l'entrepreneur pour l'année civile.

ollicitation No. - N° de l'invitation
19402-150162/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
19402-150162

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv940.19402-150162

Buyer ID - Id de 'acheteur
pv940
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

ANNEXE C

LISTE COMPLETE DES AFFILIÉS
(Instructions, clauses et conditions uniformisées partie 2)

| Nom | Position |
|-------|----------|
| _____ | _____ |
| _____ | _____ |
| _____ | _____ |
| _____ | _____ |
| _____ | _____ |